CONGO NOUVEAU

Tri-hebdomadaire d'informations générales

Editeur responsable : Simon BOMFUNGA BAONDJO| Directeur de publication: Thomas NABOR - 8ème année | Congo Nouveau n° 1163 du vendredi 09 au dimanche 11 novembre 2018 | Adresse : croisements des avenues Kasaï- Col Ebeya n°6111, Commune de la Gombe- Tél : 0810883542, 0993279517 -Kinshasa Prix 2.500 FC – ID. NAT.01-93-N60200H- NRC. KM/2745/P - N° IMPOT A1210405Z- E-mail : congonouveau@live.fr | site web : www.congonouveau.org| Récepissé de déclaration de publication n° MIN/CM/022/2015

CANDIDATURE COMMUNE

Opposition : réunion de la dernière chance

P.2

MBUJI-MAYI

Tshibala balise, Shadary triomphe

P.3

FORUM INTERPROVINCIAL POUR LA PRODUCTION DU PROJET DE DOCUMENT DE LA POLITIQUE NATIONALE FONCIÈRE

Pari réussi pour Lumeya : la loi Bakajika révision après 45 ans

P.4

ÉDITORIAL

Shadary et ses «Katas »

Comme une espèce de « Nko » en lingala ou de « Kata » comme aiment dire les Kinois pour qualifier un comportement méprisant vis-à-vis de l'autre, c'est visiblement dans cet esprit qu'a été confectionnée la liste de campagne du dauphin de Joseph Kabila. Certaines personnalités figurant sur la liste présentée par le Front Commun pour le Congo (FCC) affirment ne pas appartenir à cette plateforme électorale. De ce fait, ne sont pas impliquées à la campagne électorale de ce dauphin. Et depuis la publication de cette liste, l'on ne fait qu'enregistrer

Suite en page 2

«L'Avenir ne s'attend pas, Il se prépare»

FORUM INTERPROVINCIAL POUR LA PRODUCTION DU PROJET DE DOCUMENT DE LA POLITIQUE NATIONALE FONCIÈRE

Pari réussi pour Lumeya : la loi Bakajika révision 45 ans après

Le projet de « Document de Politique Foncière Nationale » de la RDC est là. A la clé, la révision de la loi foncière de 1973 a été décidée jeudi 08 novembre 2018 à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu. Un pari réussi pour Lumeya Dhu Maleghi qui a accompli une des missions lui assignées par le chef de l'État, Joseph Kabila. Déjà lors de sa prise des fonctions, le Ministre des Affaires Foncières avait promis de doter le pays de ce Document important qui conduira inéluctablement à la modification de la l'actuelle loi foncière. Pour Lumeya, c'est le grand jour qui se lève au Ministère des Affaires Foncières où les conflits vont bientôt disparaître.

Devant plusieurs participants, il s'est dit satisfait de l'idée que le contenu thématique du Document de Politique nationale Foncière ait pu être discuté entre participants représentant les différents intérêts sur la question foncière du pays. L'élu de Kikwit s'est réjoui aussi que le Document, dans sa version actuelle issue des discussions, ait pu obtenir l'adhésion de toutes les parties prenantes. « Je voudrais donc en clôturant ce Forum me convaincre de ce que la pertinence de ce Document est désormais mieux comprise de tous et que son contenu est suffisamment partagé entre les parties prenantes », explique-t-il.

Depuis la loi Bakajika de 1973, le pays a connu plusieurs conflits que cette législation n'arrivait plus à résoudre, il fallait trouver des nouveaux mécanismes de droit qui s'adaptent aux réalités actuelles et qui apportent la solution aux problèmes spécifiques de certaines couches de la population, notamment les femmes et les populations autochtones.

Le texte révisé devra donc, selon les participants, respecter les engagements internationaux de la RDC en la matière, mais aussi les lois sectorielles ayant une incidence sur le foncier. Au terme de trois jours des travaux du Forum interprovincial pour la production du Document de la Politique Foncière Nationale de la RDC, les participants qui ont examiné profondément le cadre juridique et institutionnel découlant de la loi foncière du 20 juillet 1973, ont levé les options fondamentales de la révision de ce texte de loi.

Dans le communiqué final, les raisons majeures de ce choix ont été expliquées. Les options adoptées permettront notamment la restauration de l'équité dans l'appropriation du sol en RDC, la résorption des conflits identitaires par le biais de la réforme, la sécurisation des droits des usagers et innovations technologiques, l'articulation de la reconnaissance des diversités culturelles et historiques avec l'impératif d'un droit foncier national et la gestion républicaine des territoires ainsi que la mobilisation du foncier pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

De mains de maître, Lumeya a amené les participants à répondre aux 11 questionnements identifiés et décrits dans les termes du Forum. Les débats et recommandations ont permis l'élaboration des fiches de résolutions qui ont été capitalisées dans la formulation du Projet de Document de Politique Foncière.

Par ailleurs, 12 sessions ont été organisées sur des problématiques spécifiques. Il s'agit clairement de résoudre les problèmes qui minent le secteur.

Des options stratégiques identifiées qui ont été incluses dans le Document de Politique Foncière Nationale, on peut retenir l'implication des chefs coutumiers dans la gestion foncière rurale tout en limitant leur pouvoir en vue de réduire les risques de dépossession des communautés de leurs terres, la réduction du coût d'obtention du titre foncier en vue de le rendre accessible, la mise en place d'un guichet unique des affaires foncières pour éviter les tracasseries liées au paiement des frais exorbitants.

Les participants ont proposé également d'institutionnaliser les commissions locales de résolution des conflits pour résorber les conflits identitaires par le biais de la réforme. Ils ont démontré la nécessité de décentraliser la gestion foncière. Pour sécuriser les droits des usagers, ils ont suggéré d'initier un processus de sécurisation formelle à partir d'un système d'informations Foncières (SIF).

En outre, ils ont opté pour une réforme agraire mais aussi l'institutionnalisation des droits d'accès de la femme à la terre dans la gestion nationale que locale du foncier. Pour ce qui est de l'arbitrage équitable des intérêts fonciers concurrents et conflits qui en découlent, ils ont rappelé l'importance de l'institution de la médiation foncière dans la législation de la réforme foncière, l'intégration de

DÉSIGNÉ MEMBRE DE L'EQUIPE DE CAMPAGNE DU CANDIDAT FCC

Valentin Ngandu pour la victoire écrasante de Ramazani Shadary

Le stratège Valentin Ngandu Kayembe figure désormais dans l'équipe de campagne d'Emmanuel Ramazani Shadary, dauphin du Chef de l'Etat Joseph Kabila Kabange. Il a été désigné d'abord comme membre de la Cellule chargée des mouvements associatifs coordonnée par Jean- Pierre Kiwakana, Maker Mwangu,rapporteur et éventuellement membre de la Cellule chargée des personnes vulnérables et personnes vivants avec handicap, coordonnée par Félix Kabange Numbi. La ferme détermination de Valentin Ngandu est de battre stratégiquement campagne et mouiller enfin sa chemise

pour la victoire écrasante d'Emmanuel Ramazani Shadary aux prochaines élections. Secrétaire exécutif national chargé du plan et révolution de la modernité au sein du parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie,Pprd, ne lésine pas sur les moyens et sa disponibilité à oeuvrer en faveur du dauphin ERS.

Décidement,le Fcc Valentin Ngandu se dit déterminé à rafler les sièges sur toute l'étendue de l'espace centre kasaien lors des élections tant attendues par les congolais prévues en décembre 2018. Il a exprimé son optimisme après les deux semaines de son itinérance avec ses pairs passé à travers les 5 territoires qui composent la province du Kasaï- Central notamment à Demba , Kazumba ,Dimbelenge,Luiza et Dibaya.

NK/LR

FORUM INTERPROVINCIAL POUR LA PRODUCTION DU PROJET DE DOCUMENT DE LA POLITIQUE NATIONALE FONCIÈRE

Pari réussi pour Lumeya : la loi Bakajika révision 45 ans après

la cartographie des terres et des limites des entités comme outil à utiliser dans la transformation des conflits, la mise en place des dispositions légales permettant une adéquation et une harmonisation entre les codes minier, foncier et forestier.

Pour protéger les écosystèmes, les participants ont insisté pour la mise en place des mécanismes de restauration des terres dégradées pour promouvoir l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la conservation des écosystèmes comme aussi la mise en place de la délimitation des eaux transfrontalières et le respect de la servitude de 100 mètres de la zone tampon entre le milieu terrestre et le milieu aquatique.

A cet effet, Ils ont martelé que les conflits portant sur les terres agricoles des communautés locales ne soient recevables devant les juridictions que s'ils ont été préalablement soumis à la procédure de conciliation.

En termes de plaidoyer, les délégués du gouvernement national et provincial, les autorités traditionnelles, les acteurs de la société civile, les représentants des peuples autochtones, les conservateurs des titres immobiliers et chefs de cadastre ont souhaité que la réforme intègre la reconnaissance spécifique des droits fonciers des peuples autochtones en tenant compte des droits collectifs et individuels conformément à leur culture.

Ils ont surtout rappelé que dans la réforme en cours, on prévoit la cartographie des terres des peuples autochtones et des communautés locales pour les sécuriser et récupérer les terres spoliées dans chaque province. « Il faut une réforme qui prend en compte la résilience de l'État congolais pour éviter de mettre en place des lois et les appliquer selon les souhaits et les principes des bailleurs ».

Pour les participants, la réforme doit éviter la superposition des concepts en clarifiant les termes communautés locales, les peuples autochtones, les ayants droits pour éviter les confusions comme c'est le cas dans certains codes. Dans les 10 jours qui suivent la clôture, le comité scientifique de ce Forum, élargi aux quelques experts, va travailler sur la forme finale de ce Document de sorte à lui donner la meilleure formulation possible. Après son toilettage, il sera soumis au comité de Pilotage pour sa validation. Le Ministre Lumeya a assuré que le Document ainsi validé sera officiellement remis par une forte délégation des participants au chef de l'État, Joseph Kabila.

A la clôture des travaux, il a promis que cela se fera sans sacrifier les fondamentaux qui ont fait l'objet du consensus au cours des débats. Il n'a pas manqué d'annoncer une bonne nouvelle pour les géomètres congolais. Dans le cadre de la politique de la modernité prônée par le président Joseph Kabila, l'Université de Pennsylvanie, aux USA, a accepté de former avant la fin de cette année, 15 cadres formateurs des agents des Affaires Foncières dans la nouvelle technique de fabrication et utilisation des drones dans l'élaboration de la cartographie et numérisation foncières aux fins d'éradiquer les conflits fonciers tant décriés. Ainsi, il a salué le travail des partenaires internationaux tels que l'ONU Habitat, la Coopération Suisse, le gouvernement Norvégien et les autres.

Norbert Nkonde